



Quand la ville se défait

Entretien avec Jacques Donzelot

Fabio La Rocca, Raphaël Josset

DANS **SOCIÉTÉS** 2006/4 n^o 94 , PAGES 27 À 34
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0765-3697

ISBN 2804151824

DOI 10.3917/soc.094.0027

Date de mise en ligne : 01/01/2007

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-societes-2006-4-page-27?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

QUAND LA VILLE SE DÉFAIT

Entretien avec Jacques Donzelot *

Propos recueillis par Fabio La ROCCA et Raphaël JOSSET (CeaQ)

Sociétés (S.) : Trois semaines de « flambées émeutières », d'affrontements sporadiques avec les forces de l'ordre et d'épidémie de rage incendiaire étendue à tout le territoire national au-delà même des quartiers sensibles jusque dans des communes semi-urbaines, c'est du jamais vu. Quel sens particulier donnez-vous à ces événements ? Pourquoi selon-vous surviennent-ils à ce moment-là avec une telle ampleur ? Ne sont-ils pas révélateurs d'importants mouvements de fond à l'œuvre dans la société française tout entière voire même au niveau global ?

Jacques Donzelot (J.D.) : D'abord faut-il parler d'émeutes ? C'est limite. Parler de « violences urbaines » serait peut-être plus judicieux si on considère que « émeutes » c'est quand il y a des morts. Les Américains disent *riots* pour parler d'émeutes sanglantes. On peut dire qu'il y a eu des morts, c'est le prétexte, au départ, c'est vraiment la mort de ces garçons à Clichy-sous-Bois qui a déclenché le tout. Le fait qu'ils aient été incriminés, soupçonnés et qu'ils sont morts d'avoir été en quelque sorte démonisés, ils sont morts victimes d'un certain harcèlement policier et le tout se conjuguant avec l'appellation des jeunes en question de « racaille », par Sarkozy, un nom qu'eux se donnent et qu'eux seuls se donnent ou ont le droit de se donner, et prononcé sans beaucoup d'humour par ledit personnage. C'est ça le point de départ ! Mais la signification c'est quoi ? C'est une société fière de son idéologie républicaine, une société qui a longtemps pensé que quand on vivait en France on avait de la chance et que « ces jeunes-là au lieu de faire les cons ils feraient mieux de profiter de la chance qu'ils ont » – c'est le sentiment qui prédominait. Ce

* Maître de conférence en sociologie à l'Université Paris X. Conseiller scientifique au Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA). Auteur de nombreux travaux sur la question urbaine, son dernier livre *Quand la ville se défait : quelle politique face à la crise des banlieues ?* est paru aux Éditions du Seuil en 2006.

qui est apparu là pour de bon aux yeux de tous, c'est que, quand on se révolte de cette manière, quand on manifeste un tel désespoir, c'est qu'on n'a pas de perspective de faire partie de cette société et que donc ils vivent, ces jeunes, dans des cités où ceux qui ont du travail envoient leur argent dans leur pays d'origine, donc ils sont « là-bas sans y être », et les jeunes qui n'ont pas de boulot, sont là sans y être puisqu'on ne leur fait pas de place, donc ça fait des gens qui « sont là sans y être », d'une manière ou d'une autre, et ça fait qu'ils n'y a pas d'« être-là », ils ne sont pas là ! Ce qu'ils disent, c'est « on n'est pas là ! », « on n'a pas de lieu ! », c'est le fameux « dasein » d'Heidegger, « l'être-là », « l'être au monde », ils n'ont pas d'être au monde et le désespoir c'est quand on n'est pas au monde ! On n'a rien ! On est déconnecté du lieu où l'on est ! C'est la forme suprême du malheur, du désespoir. Être quelque part sans y être ! On n'adhère pas ! Alors bien sûr, on peut dire qu'ils s'approprient leur quartier, on peut dire qu'ils ont une propension à le faire de manière exagérée, à en faire un « ghetto », et c'est vrai qu'il y a une « société de ghetto », une « société de méfiance » dans beaucoup de quartiers en question, mais c'est précisément parce qu'il y a cet auto-enfermement, produit par un rejet, c'est précisément pour cela qu'ils ont « manifesté » sur place, en quelque sorte, qu'ils ont dit « au moins on est là ! ». On n'a pas compris pourquoi ils brûlaient leurs voitures. On pourrait dire, à la limite, que quand ils ont fait cela « ils étaient là où ils étaient » ! Ils ont signifié qu'ils étaient au moins là ! Quelque part, en France ! On pourrait dire cela, on pourrait dire : « nous sommes là en France, à côté de vous, et voilà, on y est ! » Avec évidemment les signes du désespoir mais aussi une jouissance assez forte à manifester leur existence, c'est-à-dire « on va dire : on est là ! Vous voulez faire comme si on n'était pas là mais on est là ! On est donc des êtres humains comme vous puisqu'on est là ! » C'est cela qui me frappait moi comme causes. Et quand je dis « désespoir », c'est pour signifier que ce n'était pas des révoltes d'espoir comme celles des années 1980. C'était des révoltes de désespoir parce que là ils avaient compris qu'ils n'étaient plus une partie de la population, certes désavantagée mais qui, en se faisant entendre, va se faire recevoir – comme la « marche des beurs » par Mitterrand – et donc être prise en compte. Ils savent que, vingt ans après, ils ne se feront pas recevoir, qu'ils seront traités de plus en plus comme les producteurs d'une délinquance croissante et que la dimension sociale de leur malheur, en termes d'intégration, d'emploi, d'absence d'efficacité, de retour sur investissement de leurs efforts – leur investissement scolaire voire universitaire – ce retour sur investissement est très faible sinon nul, mais que cela ne les rend pas particulièrement attachants ou que cela ne faisait plus d'eux le problème social, la question sociale, comme quand on parlait beaucoup d'« exclusion » dans les années 1990. Là, on n'en parle plus. Ce dont on parlait le plus, c'était le problème de la précarité : la précarité de l'emploi, la précarisation des salariés. Ce qui était devenu le problème légitime, c'était le problème du salariat. Quelqu'un comme Castel a beaucoup œuvré à déplacer la question des banlieues vers le problème de la précarisation du salariat sur le thème « les banlieues sont le point final d'un problème, mais le vrai problème est ailleurs, le vrai problème concerne l'ensemble du salariat ». Donc, c'est la protection acquise et conquise par l'ensemble des salariés depuis long-

temps qui est devenue le « vrai problème » et que ce soit la Droite ou la Gauche, les politiques se sont saisis de ce discours comme un moyen de dire : « il faut s'occuper du vrai problème qui est le chômage ». D'où Jospin disant : « Je croyais que la délinquance diminuerait lorsque le chômage diminuerait ! » Il n'y avait donc plus que deux problèmes : le chômage et la délinquance. Donc eux, les jeunes des cités, catégorie qui n'avait pas d'emploi et qui était donc renvoyée à vivre de minima sociaux et/ou de trafics illégaux, ils ne relevaient plus vraiment de la question « noble ». Ils ne pouvaient plus relever que de la question « ignoble » et donc celle que l'on traitait mal.

Le sens de l'événement, c'est donc une faillite du modèle d'intégration républicain. Modèle qui s'était pourtant orgueilleusement manifesté à l'occasion de la loi sur le voile, où on s'était drapé, en quelque sorte, dans l'étendard de la République pour dire « enlevez ce voile que je ne saurais voir... pour qu'on me voie, moi, statue de la République, incarnée par les enseignants, etc. Il faut me voir et je dois vous voir ! » Ce moment de gloire consensuelle, républicaine, a été comme aboli. Cela a été le « retour du voile », si je puis dire. Ce qui ne veut pas dire que la question du voile n'avait pas une certaine légitimité. On voit bien en Angleterre que le problème se pose également, mais il se pose pour le voile qui masque le visage. Est-ce qu'il se posait vraiment pour un signe d'identité, de « coquetterie identitaire », produit par une croissante population qui ne trouvait pas sa place et qui voulait dire qu'elle existait ? – Et l'on prend tous les signes pour exister quand on n'a pas de place...

Il n'y avait pas de volonté d'offense, il y avait une volonté de dire : « Si on n'est pas comme vous, on est au moins par défaut ce qui nous caractérise d'origine. » Et on sait qu'il y a une telle multiplicité d'usages du voile, depuis la soumission aux « mecs » du quartier jusqu'à la manière de s'en préserver et/ou presque de séduire ou une sorte de « féminisme islamique », etc. Donc, le simplisme outrancier de ce consensus républicain contre la population des cités et son « communautarisme » a échoué puisque ce ne sont pas des « islamistes communautaires » qui ont manifesté, c'est la réalité qui est apparue derrière ce que l'on voulait imposer comme discours, à savoir « ce n'est qu'un problème communautaire, ce n'est qu'un problème de voile ». Et bien non, c'est un problème de gens qui ne sont réduits qu'à être de la « racaille » et livrés à eux-mêmes, rejetés. Il y a un cap culturel à franchir. On fait comme s'il suffisait que eux veuillent, comme s'il n'y avait pas de résistances, de discriminations, tacites ou explicites, dans cette société à leur égard, et comme si le découragement d'une deuxième génération de migrants, quand les aînés ont été réduits au niveau de retraités, était insignifiant.

L'autre phénomène qui s'est manifesté, c'est cette arrivée massive de migrants de l'Afrique subsaharienne, qui étaient encore plus à distance que les Maghrébins qui, eux, s'étaient déjà frottés, si l'on peut dire, à cette question d'intégration et l'on a pu prendre la mesure du fait qu'ils n'étaient certes pas contents de leur sort. Mais les Noirs, qui ont été en proportion importante dans ces émeutes, ont manifesté peut-être plus le sentiment de racisme que les autres. Il y a entre autres les problèmes de

langue, même si le rayonnement de la langue française en Afrique fait que quand ils viennent ils savent parler français mais pas au point d'être présentables dans une économie de service.

S. : Et sur l'ampleur en particulier. Le fait qu'elle soit sans précédent et que la révolte, les émeutes sortent des quartiers les plus problématiques pour toucher d'autres zones selon un processus épidémique !

J.D. : Il y a toujours un phénomène de contagion. Par identification et mimétisme. Mais il y a maintenant ceci qu'ils établissent entre cités des jeux de compétition, par blogs interposés, pour savoir quelle est la cité qui est la plus « racailleuse », il y a une surenchère à cet égard qui s'installe. Mais c'est aussi tout simplement la réalité de la « mondialisation par le bas » qui se donne à voir un peu plus dans sa fureur, dans sa déception, etc. Maintenant, on est dans un système de migration qui est en quelque sorte associé en France à la désindustrialisation, où les travaux les plus pénibles, les plus difficiles, les plus indignes voire les plus humiliants sont effectués par les migrants. Le rêve, c'est d'améliorer son sort, mais quand le rêve devient humiliation c'est très dur. L'idéologie républicaine sociorigide est incapable de gérer cette « mondialisation par le bas ». L'ampleur, c'est aussi l'accroissement du phénomène de migration. Ce qui est dans la logique des choses. Ce phénomène est parfaitement asymétrique de la « mondialisation par le haut ».

Dès lors que l'économie est délocalisée, on perd tout. C'est une réalité la globalisation. Ce que mettent en évidence ces émeutes, c'est que l'idée de « société » disparaît, au sens où une « société » c'était la « nation ». On ne faisait pas de distinction entre le « national » et le « social » – comme dit Ségolène – mais c'était autrefois. Il n'y avait pas de différence et pour cause, une entreprise au mieux avait des succursales à l'étranger, se développait en plus à l'étranger. Maintenant, avec le phénomène des délocalisations, c'est quand même considérable, avec le fait que quand vous travaillez c'est pour payer les retraites des Anglo-Saxons, ça fait qu'on vit dans un monde illisible en termes de société nationale. Donc, c'est tout simplement l'effritement de cette entité « société nationale » que l'on vit. Cette révolte, ces émeutes sont donc aussi une manière de dire « une société, ça se fait, ça n'existe pas préablement ! Arrêtez de croire que la société existe ! On vit dans un autre monde que celui que vous croyez ! » L'ampleur croissante des émeutes n'est donc, à mon avis, rien d'autre que le reflet de l'avancée de cette désagrégation des sociétés nationales. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de société, mais la société nationale qui campe sur son histoire, ses certitudes, ses acquis a pris un grand coup. Elle n'est pas morte mais elle n'est plus de nature à pouvoir dire « halte là ! » ou « bienvenue ! » en toute sérénité. Les choses se brouillent et ces émeutes disent « vous ne vous en tirez pas comme ça, vous ne vous en tirez pas avec une loi sur le voile ! »

S. : Pouvez-vous nous retracer brièvement la genèse de « la politique de la ville » destinée à faire face aux problèmes posés par les « grands ensembles », politique de la ville que vous estimez par ailleurs être le nom donné à une politique d'intégration des immigrés qui n'osait pas dire son nom ?

J.D. : La politique de la ville a bénéficié au départ d'un diagnostic relativement clair. Le rapport « Ensemble refaire la ville » d'Hubert Dubedout, ancien maire de

Grenoble, rédigé en 1983 par une commission composée par des technocrates mais pas uniquement, préconisait la mixité sociale, la participation des habitants, envisageait de développer ces quartiers et pariait sur la richesse des gens, leur potentialité, un propos proche des discours intégrateurs qu'on trouve au Canada et aux États-Unis. Un discours sur le développement social, communautaire, qu'on ne pouvait pas mettre en place dans les cités qui n'avaient rien qui se prêtait à ce type de développement. Des cités localisées par défaut, agrégées de manière confuse.

On a donc appelé politique de la ville, à la fin des années 1980, cette politique de gestion de la population immigrée localisée dans les cités d'habitat social qu'il fallait remplir au fur et mesure qu'elles se vidaient de leurs premiers habitants. Le principe reposait sur deux opérations : 1) la pratique progressive du regroupement familial ; 2) les APL, les aides au logement. De cette manière, ces gens étaient un prétexte pour l'amortissement de la construction d'HLM qui avaient été désaffectés par leurs anciens habitants. Donc, c'est un étrange statut, une étrange situation d'« être là », justement, c'est toujours l'« être là » qui pose problème, on est là pour permettre à l'État de faire que les promoteurs publics et privés rentrent dans leurs frais. C'est le premier élément. Le deuxième, c'est qu'on voit que cette immigration pose un problème par son regroupement dans les cités d'habitat social. La République ne peut pas avoir de problèmes, donc on ne va pas dire politique d'immigration ou d'intégration, c'est obscène ! Il y a un problème dans la ville, circonscrit à un certain nombre de quartiers et donc on va faire une politique de la ville qui doit être le voile public qu'on va mettre sur la question de l'intégration ou de l'assimilation si on veut. Alors, la politique de la ville, au début, est une politique un peu généreuse qui va développer votre potentiel, mais qui n'a pas donné les moyens parce qu'elle n'avait pas le savoir-faire. Ce qu'elle a fait, c'est « doré le ghetto », une technique américaine, mettre l'argent dans ces quartiers pour avoir la paix. De l'argent pour faire des associations ou pour créer des emplois entre eux.

D'une certaine manière, les quartiers sont un peu le produit de la politique de la ville dans le sens qu'on va faire que la vie dans ces quartiers ne soit pas trop pénible, on va mettre un plus financier, la vie associative, etc. Un discours cynique, une perception que cette politique n'était qu'un maquillage de situation, une manière de les contenir dans un espace en dehors de la ville. Progressivement, l'idée après c'était qu'il fallait casser ces « ghettos » puisqu'ils ne se tiennent pas tranquilles dans ces « ghettos ». Donc le contraire de ce qu'on avait pensé faire. Dans un premier temps les mettre gentiment à part et dans un deuxième temps on a pensé que c'était mieux de casser, disperser, banaliser l'espace urbain et donc faire une rénovation urbaine, un renouvellement urbain. D'un côté, la gauche conjugait le renouvellement urbain avec beaucoup d'opportunités économiques, sociales et culturelles, tandis que la droite voulait des résultats. Borloo au départ n'avait pas un discours de mixité sociale très fort mais il voulait que l'argent aille vite dans ces quartiers pour un besoin de résultats, parce qu'en politique il faut toujours qu'il y ait des résultats. Donc une politique qui se fait au nom de la mixité sociale, on a ajouté à « liberté, égalité, fraternité » ce terme de « mixité » avec un mélange de sincérité et d'hypocrisie fabuleuse. La décision, c'était de démolir les cités les plus vieilles qui sont plus

proches du centre pour faire venir les classes moyennes. Au nom de la mixité, on n'a pas fait des miracles, on a accru la concentration d'immigration et de pauvreté, élément qui a pas mal joué dans les émeutes, parce qu'on sait, comme le montre l'analyse d'Hugues Lagrange, que c'est dans la plupart des cités où la démolition était programmée que les émeutes étaient les plus fortes. D'ailleurs, on peut les rapporter aux émeutes très violentes dans les années 1960 aux États-Unis, c'est trop similaire. En effet, dans la rénovation urbaine aux États-Unis, les Noirs se sont retrouvés chassés des *inner city*, les anciens quartiers ouvriers du centre pour se retrouver coincés entre deux bretelles d'autoroute dans l'attente d'un éventuel logement social qui était programmé mais qui n'était pas construit. Des émeutes raciales donc, des gens qui subissent un racisme à cause de la rénovation qui était une manière de les disperser. C'est ce qu'a fait Borloo. Il n'est pas le provocateur délibéré des émeutes, mais il a très certainement contribué, avec le chômage et le racisme latent, à provoquer le sentiment de « vous êtes là sans le droit d'être là ! » On est toujours dans l'« être là ». On ne peut pas comprendre les banlieues sans Heidegger !

Ce sont des gens à qui on a dit : « Vous êtes là mais vous ne devriez pas y être. » On les traite comme des choses, comme des objets qu'on peut déplacer. C'est un échec de la politique de la ville. Ce que j'ai décrit, c'est une relecture historique pour comprendre comment une politique d'intégration, sous le nom de « politique de la ville », s'est révélée une politique de désintégration menaçante.

S. : La ville est une expression directe des relations que les individus entretiennent avec elle. Symboliquement, lorsque les émeutiers s'attaquent à leur propre quartier, par-delà l'aspect « nihiliste » des actes de destruction, n'assiste-t-on pas en réalité à l'expression plus ou moins consciente d'une « fureur de vivre », d'une volonté de réanimer, de revitaliser le tissu social, de créer une situation de conflit pour garantir et régénérer la dynamique de leur univers social, de dire « on est là » ?

J.D. : Certainement c'est une manière de dire « nous sommes là ». On a vu comment se déroulaient ces émeutes par les médias, on sait que c'est une population totalement désorganisée, c'était une excitation, faire comme ceux d'à côté. C'est toujours ceux qui ont le moins à perdre, les 15-16 ans, qui ressentent le plus le malheur ambiant de leur cité. Ils sentent que le monde dans lequel ils vont rentrer n'est pas un monde pour eux, ils n'ont rien à perdre. Ils prennent plus de risques, mais ils ne sont pas manipulés par un imam, il n'y a aucune dimension religieuse ou mafieuse, aucune organisation. C'était des recettes que de faire brûler les voitures, les écoles, les endroits où on a accès. Je suis presque surpris qu'on s'étonne de ce genre de choses. Les professionnels de la révolution ne font jamais la révolution, ils sont toujours occupés à s'organiser. Les révoltes sont toujours très spontanées, les gens des cités n'avaient pas une logique de réseau, ils se connaissaient un peu de cité à cité. Il y avait un sentiment de contagion, d'appartenance, ce sont des gens qui font leur unité par l'émeute. C'est un peu ce que Sartre décrit dans le « groupe en fusion » qui prend la Bastille. Avec le groupe en fusion, on cesse d'être une série d'individus isolés, séparés, qui s'ignorent ; dans une cité, ils se connaissent entre jeunes séparés des vieux, entre femmes séparées des garçons, entre ethnies séparées d'autres

ethnies : c'est une logique de séparation très forte qui n'est unie que par le sentiment d'être victime, que par le sentiment d'être rejetés. C'est le groupe en fusion parfait, parce que la méfiance mutuelle peut disparaître et on peut bénéficier d'un sentiment de fraternité, la « fraternité terreur », comme disait Sartre, frère par la terreur qu'ils répandaient. Est-ce que ceux qui ont pris la Bastille avaient un projet ? C'est la fraternité terreur, on se retrouve, on n'est plus des gens qui subissent, on n'est plus des choses. Il n'y a pas d'idéologie, mais ce n'est pas une rébellion existentielle comme était celle de la génération des années 1960. C'est réaliser son statut de victime, résoudre tous ses problèmes en se disant « mes problèmes existent parce que je suis victime et la preuve c'est que les autres se révoltent aussi, on est ensemble des victimes parce qu'on n'a pas d'autres solutions pour surmonter le fait qu'on ne résolve pas nos problèmes ». Est-ce qu'on peut dire que c'est une absence d'idéologie ? Non, ils sont victime d'un racisme. Donc ils ont une idéologie qui dénonce l'idéologie de la société ambiante, qui dénonce les représentations mensongères de cette société.

S. : Les « jeunes des cités », malgré leur relégation, ne sont-ils pas finalement devenus les figures emblématiques du devenir nihiliste des « jeunes générations » en ce début de XXI^e siècle ?

J.D. : Il y a certainement un ludisme de jeunesse. Quant à parler de nihilisme, est-ce qu'on peut parler de nihilisme ? Nihilisme, si c'est proclamer qu'on n'espère rien, oui ! Si ce sont des révoltes de désespoir et je tiens beaucoup à distinguer « révoltes de désespoir » et « révoltes anxieuses ». Les manifestations contre le CPE sont l'expression de la classe anxieuse, les manifestants de l'anxiété. Les émeutes de banlieues sont totalement différentes, ce sont des manifestations de désespoir, et désespoir c'est surtout « nous n'espérons pas » et donc « on brûle nos écoles, on ne veut pas espérer parce que si on espère on va être déçu, on va être piégé ». D'ailleurs, vous savez, dans les banlieues la surveillance mutuelle consiste à parler de celui qui veut se blanchir, ou qui croit que ça va marcher, ou qu'il s'y croit au sens qu'il s'y croit là, qu'il a sa place là et le groupe est menacé par cette croyance qui est dangereuse. C'est la « culture de la pauvreté » théorisée par Serge Paugam : on ne peut survivre dans une situation de pauvreté qu'à la seule condition de ne pas espérer, ne pas espérer s'en sortir ! Alors si c'est ça que vous appelez « nihilisme », oui ! Si vous appelez « nihilisme » le fait que ces jeunes incarneraient un moment dans l'histoire des idées des sociétés occidentales, qu'ils seraient en quelque sorte les révélateurs de son « non-sens » et le dirait haut et fort... je doute que ce soit les créditer d'une intention qu'ils n'ont pas, même d'une manière confuse.

S. : Ce n'est pas une intention, c'est simplement un fait.

J.D. : Oui, mais alors on peut dire nihilisme à condition d'ajouter que ce nihilisme se manifeste, et s'est beaucoup manifesté dans l'agression dont ces jeunes ont fait preuve vis-à-vis des jeunes manifestants contre le CPE. C'était un fait extraordinaire. J'ai fait des entretiens avec des jeunes qui manifestaient et qui me disaient : « ce que j'ai vécu de plus dur c'est toutes les agressions, toute la méchanceté des gens des cités qui venaient nous cogner ! ». Donc on est entre le désespoir nihiliste, si vous voulez, et l'anxiété « petite-bourgeoise », on va dire, des manifestants contre le CPE.

S. : Pour sortir de la crise vous proposez de favoriser la mobilité sociale de tous dans la ville, d'élever la capacité de pouvoir des habitants et de réellement démocratiser l'agglomération. Mais n'est-ce pas un vœu pieu finalement quand on connaît la nature de la domination quasi féodale du « système politico-administratif local » fondé sur le pouvoir des notables et de leurs réseaux ?

J.D. : Ce que je propose, c'est qu'on mette l'accent non pas sur la « mixité » mais sur la « mobilité » et que cette mobilité soit inscrite dans le souci d'augmenter le pouvoir des gens y compris dans les processus de rénovation urbaine. Est-ce que c'est irréaliste parce que le pouvoir des notables et de leurs réseaux serait plus fort ? Est-ce que c'est pertinent ? Pour avoir enquêté sur la question de l'implication des habitants dans différents types de processus de rénovation urbaine, ce que j'ai réalisé c'est qu'il y avait quand même d'assez grosses différences de ville à ville et je serais tenté de dire entre la gauche et la droite. La gauche dans la « réalité de participation » arrive tout juste au niveau du symbolique, mais c'est quand même mieux que le niveau de la manipulation pure dans les municipalités de droite. Mais on ne peut pas provoquer, ou contribuer à provoquer... il faut bien dire quelque chose d'autre que le discours de mixité. Il faut bien proposer sinon on fait une sociologie cynique !

En Grande-Bretagne ou aux États-Unis, les processus de participation à la rénovation urbaine fonctionnent assez bien. Pour des raisons élémentairement matérielles assez simples : une opération de rénovation doit comporter au moins 5 % d'investissement de son coût de financement à la formation des habitants à la parole publique, au management mutuel, l'organisation du partenariat, etc. Pour qu'elle soit réussie, il faut que les gens soient dans le coup ! En France, on agit au nom de l'intérêt général qui est par définition contre les intérêts particuliers. On a une culture d'intérêt général qui est elle-même dérivée du concept de « volonté générale » et de « contrat social » rousseauiste et c'est cette culture-là contre laquelle je me bats ! Et on peut gagner en faisant entendre qu'il existe d'autres cultures. La mondialisation aussi a ses avantages, on se retrouve tous au même étal, et l'exceptionnalité française ne peut se contempler par sa superbe que si elle ne se retrouve pas sur le même étal que d'autres exceptions avantageuses.